

## L'importance stratégique de l'Afrique pour le pouvoir chinois

*Cinquante-trois délégations africaines de haut niveau se sont retrouvées au 7e Sommet Sino-Africain de Beijing les 3 et 4 septembre 2018. Le Président ivoirien Alassane OUATTARA, arrivé dans la capitale chinoise quelques jours plus tôt pour une rencontre bilatérale, en fit partie. Les résultats de ce sommet démontrent que la Chine ne se contente pas seulement d'inonder l'Afrique de milliards de dollars. En effet, dans une optique de durabilité, la Chine tend de plus en plus à diversifier ses intérêts. A cet égard, l'Afrique se doit de devenir plus stable, de former des professionnels plus qualifiés et reconnaître enfin le capital culturel de l'hôte du sommet. L'objectif principal de ce sommet était de planifier le tracé de la « nouvelle route de la soie ». A peine 13 ans après la publication officielle d'une première stratégie africaine, la République Populaire récolte enfin les fruits de sa politique.<sup>1</sup>*

### Septième Forum de la Coopération Sino-Africaine

Suite à la formalisation des relations diplomatiques entre la Chine et le Burkina Faso en juillet dernier, le seul absent de cette rencontre triennale entre les leaders chinois et africains fut le Swaziland.<sup>2</sup> Après le sommet de Johannesburg en 2015, cette année, la majorité des chefs d'Etat africains a pris le chemin du Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC), avec la participation d'une délégation de l'ONU dirigée par António GU-

TERRES. L'évènement, faut-il le rappeler, a mobilisé plus de 600 entreprises chinoises et africaines à la recherche de nouveaux chemins de coopération.

Le discours inaugural du Président chinois Xi JINPING était jalonné d'éloge sur l'avenir commun de la Chine et de l'Afrique: « Personne ne saurait faire obstacle aux peuples chinois et africain sur le chemin de leur rajeunissement ». En d'autres termes, l'avenir appartiendrait aux 1,38 milliards de Chinois et aux 1,2 milliards d'Africains en perspective – et non aux pays de l'Occident. Faisant suite aux promesses généreuses de 2015, la Chine vient d'accorder un nouveau paquet de subventions, investissements et crédits, en partie sans intérêts, à hauteur de 60 milliards de dollars US.<sup>3</sup> Ce paquet couvre huit secteurs clés, notamment un meilleur accès au marché chinois pour les produits africains (5 milliards de dollars) et pour les investissements chinois en Afrique (10 milliards de dollars). L'on annonce la création de 50 projets de grande envergure dans les domaines de l'énergie verte, de la protection de la nature et du changement climatique. Ceci en prenant naturellement en compte le principe des « cinq non » ("five-no" approach), comme l'a souligné le quotidien d'état China Daily : Pas de prise d'influence sur les stratégies de développement nationales, pas d'ingérence dans les affaires intérieures, pas de contraintes, pas de conditionnement politique du partena-

<sup>1</sup> 中国对非洲政策文件 - China's African Policy, janvier 2006.

<sup>2</sup> Sur le Forum on China-Africa Cooperation, voir aussi <https://www.focac.org/eng/>

<sup>3</sup> Voir aussi

<https://www.reuters.com/article/us-china-africa/chinas-xi-says-no-to-africa-vanity-projects-as-hosts-major-summit-idUSKCN1LJ0C4>, consulté le 03.09.2018.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

**DIALOGUE POLITIQUE  
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

FLORIAN KARNER

SEPTEMBRE 2018

[www.kas.de/westafrika](http://www.kas.de/westafrika)

riat, pas d'égoïsme économique ou politique.<sup>4</sup> Ce sont en effet les mêmes critères que la Chine exige de ses partenaires occidentaux. Il ne s'agit pas là d'objectifs ambitieux et de valeurs intangibles, mais plutôt de la défense ultra réaliste d'intérêts globaux que la Chine a adapté astucieusement à son action en Afrique de l'Ouest.

Tandis qu'il y a quelques années, l'engagement chinois en Afrique visait essentiellement l'exploitation de ses matières premières, aujourd'hui l'on assiste au développement d'une stratégie holistique, dont la mise en œuvre est successivement bilatérale, multilatérale (par le biais de l'Union Africaine ou d'organisations régionales comme la CEDEAO) ou visionnaire, comme le cadre de la « la Ceinture et la Route ». Face à une telle offensive et cohérence stratégique, les tentatives de réformes et les plans d'investissements d'autres partenaires européens ou internationaux, y compris l'Allemagne, paraissent dérisoires, comme des demi-mesures, et peu efficaces. Parallèlement, l'ONU en particulier accueille les initiatives chinoises en soulignant leurs aspects positifs. « La jeunesse africaine a besoin des emplois qu'offrent l'innovation et la formation », selon Ahunna EZIAKONWA, Directrice Adjointe pour l'Afrique du PNUD. C'était à l'aube du Sommet de Beijing. Le Secrétaire Général GUTERRES considère celui-ci comme « extraordinairement important ».

**Eléphant ivoirien cherche dragon chinois**

Dans les jours précédant le sommet, le Président ivoirien Alassane OUATTARA a célébré la première visite d'état en Chine depuis l'institution de relations diplomatiques entre les deux pays il y a 35 ans. S'étant rendu en Chine avec une délégation d'entrepreneurs, cette visite s'est soldée par la signature d'accords pionniers à l'issue du

Forum Economique Sino-Ivoirien.<sup>5</sup> Les accords d'investissement ciblent aussi bien les domaines classiques d'infrastructure et d'énergie (extension de l'aéroport international d'Abidjan, construction d'une centrale thermique pour la ville portuaire de San Pedro), aussi bien que la formation numérique et l'équipement en technologie IT des forces armées. Ces accords ne sont pas fortuits, ils ont été soigneusement préparés lors de nombreuses visites officielles. Fin avril, par exemple, une délégation chinoise de haut niveau de la Commission Nationale du Développement et des Réformes (National Development and Reform Commission - NDRC) s'est rendue à Abidjan pour mener des discussions avec le Vice-Président Kablan DUNCAN.

Ce partenariat s'est étoffé depuis 2015. En effet, de nombreuses initiatives de diplomatie publique et économique ont été lancées par le partenaire chinois : Comme l'illustration, nous pouvons citer l'inauguration, fin novembre 2015, de l'Institut Culturel Confucius, à l'Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody. De plus, la banque chinoise EXIM, l'une des trois banques d'état chargées de la mise en œuvre des objectifs politico-économiques, s'est entretenue avec le Premier Ministre Amadou Gon COULIBALY en personne pour définir les lignes de la coopération sur la base du « Plan national de Développement 2016-2020 » doté d'un budget de 50 milliards de dollars. Cette visite de la NDRC a été suivie en juillet 2017 de l'ouverture de la Chambre de Commerce Chinoise en Côte d'Ivoire. Le contrat pour la construction d'un quatrième pont lagunaire ainsi que pour la nouvelle zone industrielle à laquelle celui-ci donnera accès a également été signé avec une entreprise chinoise, en l'occurrence la China State Construction Engineering Corporation (CSCEC), le plus grand acteur BTP de l'Etat. Après un flux régulier d'étudiants, ce sont maintenant les fonctionnaires ivoiriens qui se rendent en Chine pour des séjours de formation et de

<sup>4</sup> Voir aussi <http://www.chinadaily.com.cn/a/201809/03/WS5b8cfb83a310add14f389529.html>, consulté le 04.09.2018.

<sup>5</sup> Voir aussi, Matrice des accords et noms des signataires. *Fraternité Matin*, numéro du 01./02. Septembre, p. 3.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

## DIALOGUE POLITIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

FLORIAN KARNER

SEPTEMBRE 2018

[www.kas.de/westafrika](http://www.kas.de/westafrika)

renforcement des capacités. C'est le cas de 44 représentants de la fonction publique, partis début septembre pour un séjour de 4 semaines en Chine. L'on observe également que l'Ambassade de Chine à Abidjan propose quotidiennement à la presse écrite des articles sur l'engagement chinois sur le continent. Quand ces articles ne font pas l'objet d'une publication, les rédactions sont recontactées pour en connaître les raisons.

Il s'agit de quelques exemples parmi tant d'autres, d'un engagement croissant qui ne laisse plus de doute sur la réalité d'une stratégie générale bien conçue et ambitieuse, dont l'efficacité n'est limitée que par la barrière de la langue, qui empêche momentanément un plus important ciblage du territoire national dans son ensemble.

### Avancées du projet „La Ceinture et la Route“

Les prochaines étapes de la réalisation des „Nouvelles Routes de la Soie“ ou « La Ceinture et la Route » (concept résumé par l'expression „One Belt one Road“ en anglais), comprendront la valorisation et la création d'infrastructures en Côte d'Ivoire. Après les investissements massifs dans la modernisation et l'expansion du port d'Abidjan (environ 560 milliards de FCFA, soit 900 millions d'euros), l'attention se porte désormais sur Ferkessedougou, ville du nord qui verra la création d'une plateforme pour le transit des marchandises (Port sec). Ce hub devra rendre plus fluide les échanges avec les marchés du Burkina Faso et du Mali. Très riche en matières premières, l'ouest ivoirien verra une extension des infrastructures le reliant au sud du pays, afin d'améliorer l'accessibilité de San Pedro en tant que deuxième grand port de la Côte d'Ivoire. Cet ensemble d'actions créera les pièces manquantes de l'énorme puzzle intercontinental qu'est la Nouvelle Route de la Soie.

Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire est soumise à une pression de coopérer, en vue de la réalisation de son objectif qui est d'atteindre le statut de pays émergent d'ici 2020. Si elle a réussi le retour politique sur la scène internationale, il reste que les an-

nées de crise entre 2002 et 2011 ont considérablement retardé le développement de ses infrastructures. Sans les investissements indispensables dans la construction de routes et des réseaux de distribution de l'électricité et de l'eau, il sera impossible d'étendre le développement durable au-delà de la région d'Abidjan. Aussi, l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en 2021 nécessite-elle la construction de nouvelles infrastructures sportives- pour lesquelles, nous sommes tenté, tout naturellement, de dire, que la Côte d'Ivoire se tournera encore, une fois de plus, vers l'ami chinois qui a déjà démarré ( la construction d'un nouveau stade nationale au nord d'Abidjan (Anyama). Deux nouveaux chantiers seront bientôt lancés à San Pedro dans le Sud-Ouest et à Korhogo, une ville du nord).

### Pas d'appréhension devant le piège de l'endettement

Pour l'instant, la Côte d'Ivoire se montre sereine face à la politique d'endettement de Beijing, par ailleurs objet de nombreuses critiques. Selon l'un des experts de la politique africaine de la Chine, les Etats d'Afrique de l'Ouest ne s'engagent pas dans une totale dépendance vis-à-vis de l'Empire du Milieu. D'autres acteurs, comme la France, ancienne puissance coloniale, ou la Grande Bretagne, occuperaient toujours une place importante, comme créanciers.<sup>6</sup> Ce même expert fait remarquer que pour sa part la France met en œuvre une politique d'endettement qui défend vigoureusement ses propres intérêts. Ce, à travers le contrat bilatéral de désendettement et de développement (C2D)<sup>7</sup> d'un volume de 3,8 milliards d'euros. A travers ce contrat l'on tire un

<sup>6</sup> Voir aussi The Path Ahead: The 7th Forum on China-Africa Cooperation Janet EOM, Deborah BRAUTIGAM, and Lina BENABDAL-LAH; Briefing-Paper N°1/2018, China-Africa Research Initiative, John-Hopkins University. Selon ce rapport, il n'y aurait que trois pays africains dont la dépendance financière envers la Chine serait avérée: le Djibouti, la République du Congo et la Zambie.

<sup>7</sup> Voir aussi <http://www.c2d.gouv.ci/>, consulté le 04.09.2018.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

## DIALOGUE POLITIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

FLORIAN KARNER

SEPTEMBRE 2018

[www.kas.de/westafrika](http://www.kas.de/westafrika)

trait sur des dettes à hauteur de 900 milliards d'euros, mais en même temps l'on a conditionne les 2,9 milliards d'euros restants à la réalisation de projets de développement qui exigent l'accord des deux parties, attribuant le plus souvent la maîtrise d'œuvre à une société française.

Néanmoins, le sujet de l'endettement des états dans un contexte de développement économique rapide reste un sujet central en Afrique sub-saharienne. Les raisons ne sont pas à chercher de manière exclusive dans le principe des crédits chinois. Il s'agit plutôt d'un mélange de causes parmi lesquelles une gestion financière défailante, des investissements à perte de fluctuations et de taux d'échange, qui peut facilement déboucher sur des confrontations (indirectes) entre des bailleurs internationaux comme le FMI et la Chine.<sup>8</sup>

### L'Afrique de l'Ouest francophone regarde vers l'Afrique de l'Est

Aux bords du Golfe de Guinée, l'on observe avec beaucoup d'attention les rapports des Etats de l'Afrique de l'Est avec la Chine. Notamment autour de projets comme le tracé de chemin de fer Mombasa – Nairobi, les centres financiers et logistiques de Djibouti, le renforcement et de l'extension d'infrastructures urbaines en partenariat avec des sociétés chinoises. Mais il est rare de rencontrer un regard véritablement critique. Au Bénin et au Togo la Chine est accueillie comme un partenaire de premier choix. Les efforts de réformes du Président béninois Patrice TALON trouvent un soutien public efficace en la personne de l'Ambassadeur chinois à Cotonou. Dans cette optique une stratégie de coopération entre les deux pays a été établie et décrit dans le Programme d'Action du Gouvernement (2016-2021). En retour, l'Ambassadeur a présenté sa lettre

<sup>8</sup> Voir aussi, Jeune Afrique n°3007, S. 47. Le Président du Sierra Leone, fraîchement élu, Julius Maada BIO, influencé dans sa décision par la Banque Mondiale et le FMI, a annulé les plans pour un nouvel aéroport à Freetown, alors que la banque chinoise EXIM avait déjà accordé un financement.

d'accréditation au Président suivi quelques jours plus tard de son installation en grande pompe. Ce qui n'a pas été le cas pour les ambassadeurs européens accrédités quelques mois avant. La Chine trouve donc les portes grandement ouvertes. Au Togo, la Chine a également imprimé sa marque de manière bien visible. Alors qu'elle avait commencé par s'engager bilatéralement dans le secteur de la santé, aujourd'hui, ce sont les projets d'infrastructures qui dominent le paysage : l'aéroport de Lomé modernisé, le nouveau siège du parlement, l'indispensable route nationale vers le Ghana. De même, les enseignants chinois sont présents à l'Institut National d'Agronomie. La Chine perce le marché des semences et équipements agricoles. Le Ministre togolais de l'Industrie et du Tourisme, Attigbé AHOU, s'est rendu en Chine au mois de juillet afin d'identifier de nouveaux champs de coopération, notamment dans la transformation des produits agricoles. Le fait que le soutien de la Chine ne dépend en aucune manière de critères de bonne gouvernance convient parfaitement aux dirigeants politiques de Lomé. L'on ferme les yeux sur l'absence des transferts technologiques attendus et la force de travail locale est peu, voire pas du tout, sollicitée, ou alors les droits des travailleurs ne sont guère respectés. Le Ministre des Affaires étrangères Robert DUSSY l'a clairement rappelé aux étudiants togolais en Chine, en ces termes : « l'avenir appartient à la Chine. »<sup>9</sup>

### Perspectives : la Chine dépense sans compter, l'Europe lésine sur les moyens ?

La Chine joue „all in” en Afrique et ne lésine pas avec son engagement à tous les niveaux. L'expérience chinoise dans la lutte réussie contre la pauvreté ouvre le regard stratégique aux potentiels du continent

<sup>9</sup> „ [...] Vous tous qui avez choisi d'apprendre le chinois, je sais que vous avez de l'avenir parce désormais c'est vers la Chine que l'avenir est né.” <https://afrique.latribune.fr/economie/strategies/2017-06-03/cooperation-sino-togolaise-priorite-a-l-education-et-a-l-energie-730317.html>, consulté le 04.09.2018.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

**DIALOGUE POLITIQUE  
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

FLORIAN KARNER

**SEPTEMBRE 2018**

[www.kas.de/westafrika](http://www.kas.de/westafrika)

(entre autre, matières premières, marchés et consommateurs à conquérir, soft power, la toute nouvelle génération née dans le numérique). Les différends commerciaux persistants avec les Etats Unis pourraient jouer un rôle plus important que prévu dans l'extension des échanges économiques.<sup>10</sup> Depuis la prise de pouvoir de Xi JINPING, les chinois ont acquis la conviction que l'on peut endiguer la corruption systémique, alors pourquoi ne réussirait-on pas à le faire en Afrique ?

Une fois de plus, grâce au FOCAC, la Chine réussit à imposer un format global indépendant des forums occidentaux (par exemple, 16+1, Shanghai Cooperation Organisation, BRICS vs. G7/G20). Il semblerait que la plupart des gouvernements africains s'accommodent fort bien de l'approche certes dominatrice, mais unifiée, cohérente de la coopération chinoise. Cela apparaît souvent comme un contraste agréable d'avec les approches européennes, ressenties comme diffuses, toujours liées à des conditions et souvent en décalage avec les priorités et les réalités locales. La Chine continuera sans doute à exploiter ce manque de cohérence européen et à travailler au tableau ouest-africain d'inspiration chinoise.<sup>11</sup>



Konrad  
Adenauer  
Stiftung

**Impressum**

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.  
Programme Dialogue Politique  
en Afrique de l'Ouest

Cocody Lycée Classique  
Rue Flamboyants  
Abidjan / Côte d'Ivoire

Tel.: +225 22 48 18 00

E-Mail: [florian.karner@kas.de](mailto:florian.karner@kas.de)

---

<sup>10</sup> Voir aussi, <https://edition.cnn.com/2018/09/03/asia/fo-cac-china-africa-development-intl/index.html>, consulté le 04.09.2018.

<sup>11</sup> Voir aussi la cartographie de la „Nouvelle Route de la Soie“, <https://www.merics.org/de/bri-tracker/mapping-the-belt-and-road-initiative>, consulté le 04.09.2018.